

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

REVUE IVOIRIENNE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES



Volume XIV - Numéro 25 Juin 2023 ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Revue Ivoirienne de Philosophie et de Sciences Humaines

Directeur de Publication : Prof. Grégoire TRAORÉ

Boîte postale : 01 BP V18 ABIDJAN 01

Tél : (+225) 01 03 01 08 85

(+225) 01 03 47 11 75

(+225) 01 01 83 41 83

E-mail : administration@perspectivesphilosophiques.net

Site internet : <https://www.perspectivesphilosophiques.net>

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

ADMINISTRATION DE LA REVUE PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Directeur de publication : **Prof. Grégoire TRAORÉ**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef : **Prof. N'dri Marcel KOUASSI**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef Adjoint : **Dr Éric Inespéré KOFFI**, Maître de Conférences

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. Aka Landry KOMÉANAN, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Antoine KOUAKOU, Professeur des Universités, Métaphysique et Éthique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA.
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. David Musa SORO, Professeur des Universités, Philosophie ancienne, Université Alassane OUATTARA
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Jean Gobert TANO, Professeur des Universités, Métaphysique et Théologie, Université Alassane OUATTARA
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. N'Dri Marcel KOUASSI, Professeur des Universités, Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Donissongui SORO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Philosophie de l'éducation Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE LECTURE

Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Nicolas Kolotioloma YEO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

Secrétaire de rédaction : **Dr Kouassi Honoré ELLA**, Maître de Conférences
Trésorier : **Dr Kouadio Victorien EKPO**, Maître de Conférences
Responsable de la diffusion : **Dr Faloukou DOSSO**, Maître de Conférences
Dr Kouassi Marcellin AGBRA, Maître de Conférences
Dr Alexis Koffi KOFFI, Maître de Conférences
Dr Chantal PALÉ-KOUTOUAN, Maître-assistant
Dr Amed Karamoko SANOGO, Maître de Conférences

SOMMAIRE

1. Étude sur les ressources mobilisées par des élèves-maîtres dans leur exercice à la réflexivité en formation initiale	
Amadou Yoro NIANG	1
2. Rousseau et la prévention du terrorisme contemporain	
Seydou KONÉ	23
3. Jean-Paul Sartre entre littérature et philosophie	
Dimitri OVENANGA-KOUMOU	43
4. Langage et fiction dans le dispositif conceptuel de John SEALE	
Ghislain Thierry MAGUËSSA ÉBOMÉ.....	61
5. La Poésie humaniste dans <i>Les Destinées</i> d'Alfred de VIGNY et <i>Les Contemplations</i> de Victor HUGO : une poésie philosophique	
Kouakou Bernard AHO	81
6. L'implicite de la thèse marxienne de l'inséparabilité de l'homme et de la nature	
Boubakar MAIZOUMBOU	101
7. Liberté et responsabilité chez Jean-Paul SARTRE	
Lago II Simplicite TAGRO.....	117
8. Le terrorisme et la révolution de l'engagement politique : Pistes pour une riposte efficace	
Ayouba LAWANI	133
9. Penser et panser la perte de la biodiversité en Afrique à la lumière des soubassements ontologiques et du savoir-faire des traditions africaines	
Roger TAMBANGA	149
10. La faillite des partis politiques au Mali	
Baba SISSOKO	169
11. L'élitisme politique de Platon en question	
Albert ILBOUDO	187
12. L'action comme révélation du qui chez Hannah ARENDT	
Akpé Victor Stéphane AMAN	207

13. L'éducation comme priorité de l'investissement dans l'humain

Florent MALANDA-KONZO223

14. Représentations sociales liées à l'expression des besoins en formation continue des instituteurs au Bénin

Germain ALLADAKAN239

15. L'islam face au terrorisme : la contribution de la philosophie des Lumières

Youssouf COMPAORÉ257

LIGNE ÉDITORIALE

L'univers de la recherche ne trouve sa sève nourricière que par l'existence de revues universitaires et scientifiques animées ou alimentées, en général, par les Enseignants-Chercheurs. Le Département de Philosophie de l'Université de Bouaké, conscient de l'exigence de productions scientifiques par lesquelles tout universitaire correspond et répond à l'appel de la pensée, vient corroborer cette évidence avec l'avènement de *Perspectives Philosophiques*. En ce sens, *Perspectives Philosophiques* n'est ni une revue de plus ni une revue en plus dans l'univers des revues universitaires.

Dans le vaste champ des revues en effet, il n'est pas besoin de faire remarquer que chacune d'elles, à partir de son orientation, « cultive » des aspects précis du divers phénoménal conçu comme ensemble de problèmes dont ladite revue a pour tâche essentielle de débattre. Ce faire particulier proposé en constitue la spécificité. Aussi, *Perspectives Philosophiques*, en son lieu de surgissement comme « autre », envisagée dans le monde en sa totalité, ne se justifie-t-elle pas par le souci d'axer la recherche sur la philosophie pour l'élargir aux sciences humaines ?

Comme le suggère son logo, *perspectives philosophiques* met en relief la posture du penseur ayant les mains croisées, et devant faire face à une préoccupation d'ordre géographique, historique, linguistique, littéraire, philosophique, psychologique, sociologique, etc.

Ces préoccupations si nombreuses, symbolisées par une kyrielle de ramifications s'enchevêtrant les unes les autres, montrent ostensiblement l'effectivité d'une interdisciplinarité, d'un décloisonnement des espaces du savoir, gage d'un progrès certain. Ce décloisonnement qui s'inscrit dans une dynamique infinitiste, est marqué par l'ouverture vers un horizon dégagé, clairsemé, vers une perspective comprise non seulement comme capacité du penseur à aborder, sous plusieurs angles, la complexité des questions, des

préoccupations à analyser objectivement, mais aussi comme probables horizons dans la quête effrénée de la vérité qui se dit faussement au singulier parce que réellement plurielle.

Perspectives Philosophiques est une revue du Département de philosophie de l'Université de Bouaké. Revue numérique en français et en anglais, *Perspectives Philosophiques* est conçue comme un outil de diffusion de la production scientifique en philosophie et en sciences humaines. Cette revue universitaire à comité scientifique international, proposant études et débats philosophiques, se veut par ailleurs, lieu de recherche pour une approche transdisciplinaire, de croisements d'idées afin de favoriser le franchissement des frontières. Autrement dit, elle veut œuvrer à l'ouverture des espaces gnoséologiques et cognitifs en posant des passerelles entre différentes régionalités du savoir. C'est ainsi qu'elle met en dialogue les sciences humaines et la réflexion philosophique et entend garantir un pluralisme de points de vues. La revue publie différents articles, essais, comptes rendus de lecture, textes de référence originaux et inédits.

Le comité de rédaction

**LE TERRORISME ET LA RÉVOLUTION DE L'ENGAGEMENT
POLITIQUE : PISTES POUR UNE RIPOSTE EFFICACE**

Ayouba LAWANI

Université de Parakou (Bénin)

lawaniayouba@yahoo.fr

Résumé :

La passion du crime mobilise le terroriste et l'oblige à frapper la totalité du réel de la plus effroyable des manières. Face à cette ivresse assassine, il faut compléter la riposte sur le champ policier par l'engagement total du citoyen. Cette détermination, pour être efficace, doit s'accompagner d'une révolution de l'engagement politique. Cet engagement de l'homme, pour être plénier, doit être porté par la puissance entremetteuse de l'État. Le traitement politique de ce problème radical exige une implication universelle des autres États. Et, l'urgence de ce traitement désigne toujours l'État national comme le lieu politique de son examen total et de la décision à prendre à son sujet. Cette unité des engagements, devenue unité proprement engagée, a désormais un contenu qui exige une valeur et une norme stimulant les citoyens de ces États, comme citoyens, comme hommes. Un tel objectif détermine la disposition morale de l'homme qui ne peut être ce qu'il doit être que s'il s'incorpore le mépris du terrorisme. Ce mépris sera désormais inscrit dans la nature humaine, il sera constitutif de son humanité. Ce faisant, l'essentiel de la lutte contre le terrorisme ne sera pas délégué seulement à l'intervention militaire, encore moins à la détermination des citoyens, des États mais à l'engagement intensifié de l'humain en l'homme. Pour aboutir à ce résultat, nous avons utilisé la méthode d'analyse directe.

Mots-clés : Citoyen, Engagement, Homme, Politique, Terrorisme.

Abstract :

The passion for crime mobilizes the terrorist and obliges him to strike the totality of reality in the most appalling of ways. Faced with this murderous intoxication, the response on the police must be supplemented by the total commitment of the citizen. This determination to be effective must be accompanied by a revolution in political commitment. This commitment of man

to be full must be carried by the intermediary power of the State. The effective political treatment of this radical problem in its novelty requires the universal involvement of other States. And, the urgency of this treatment always designates the national state as the political place of its total examination and of the decision to be taken about it. This unity of commitments, which has become a properly committed unity, now has a content that requires a value and a standard that stimulates the citizens of these States, as citizens, as men. Such an objective determines the moral disposition of man, which can only be what it should be if it incorporates contempt for terrorism. This contempt will henceforth be inscribed in human nature, it will be constitutive of his humanity. In doing so, most of the fight against terrorism will not be delegated solely to military intervention, even less to the determination of citizens and States, but to the intensified commitment of the human in the human. To achieve this result, we used the direct analysis method.

Keywords : Citizen, Commitment, Man, Politics, Terrorism.

Introduction

L'économie profonde de la dynamique de l'histoire mondiale la fait évoluer dans le temps long de la vie alors que l'institution politique censée fixer et assurer celle-ci est régulièrement confrontée au conflit de sa propre détermination et accomplissement. Cette position se nourrit de la conviction que le politique est le moteur du devenir historique. D'autant que l'intensification d'un problème tendant à changer qualitativement son traitement en vient à faire s'inquiéter ou se questionner sur l'institution politique elle-même. Ce problème est celui que pose la négation du fanatisme religieux qui inquiète radicalement la pensée et l'action politique. Cela nous oblige à formuler l'hypothèse selon laquelle la préparation d'une riposte efficace impose une mutation de la réaction politique, une révolution de l'engagement politique et citoyen. Dès lors, comment, par une pratique politique et civique renouvelée, affronter la puissance omni-conditionnante incommensurable du terrorisme ? La démarche heuristique adoptée pour traiter la question, est organisée autour de quatre moments. Dans un premier moment, nous envisageons de partir du nihilisme pour montrer la nécessité de

prendre en compte les éléments immatériels comme l'engagement dans la riposte au terrorisme dont le dynamisme est saisissant. Dans un deuxième moment de notre réflexion, nous allons montrer que le terrorisme pose aujourd'hui un problème de nature post-historique dont le traitement exige de repenser l'engagement citoyen. Dans un troisième moment de notre exposé, nous allons chercher à savoir si la réponse au danger que constitue le terrorisme n'exige pas une révolution de l'engagement politique. Dans un quatrième moment de notre réflexion, nous démontrerons que l'exercice de la responsabilité civique de laquelle le citoyen doit puiser son engagement politique pour combattre ce phénomène doit-être assuré par l'État. Pour finir, nous allons montrer que l'universalisme humaniste, en niant le mal terroriste, non comme une simple pratique criminelle mais comme une contre-valeur, exige que la vie s'emploie à le combattre sans cesse.

1. Terrorisme, nihilisme et engagement

Depuis la fin de la guerre froide et du monde bipolaire, le terrorisme fait prévaloir sur la scène internationale une violence insaisissable, organisée en réseaux. Si bien que « l'humanité a [désormais] l'impression de vivre dans un état d'insécurité permanente où domine la peur de la mort violente et celle d'une vie qui - pour reprendre Hobbes- *serait solitary, poor, nasty, brutish and short* (solitaire, pauvre, pénible, brutale et brève » (P. Hassner, 2002, p. 155). Dorénavant, la peur de l'autre domine les rapports entre les hommes. Il fait prédominer une nouvelle vision du monde : celle d'un monde menaçant et imprévisible, celle d'une insécurité permanente, insaisissable et d'une menace protéiforme. C'est notre vision de l'histoire qui est remise en cause. Face à un tel danger, les démocraties engagées dans la riposte contre « l'axe du mal », sont enclins à rompre avec leurs propres principes en se montrant moins regardant sur les questions de liberté civiles. Les USA républicains de George W. Bush ont été les premiers à s'engager sur cette voie. Conséquence : le mal rôde partout. Ce n'est pas l'occasion d'un débat moral rétrospectif sur la légitimité des frappes, de l'Amérique démocratique en Irak mais ce qui nous intéresse, c'est ce qui fonde la conscience de ceux qui entretiennent la prolifération des massacres spécifiques.

De l'aveu des terroristes eux-mêmes, la violence qu'ils infligent sans état d'âme à la totalité du réel s'appuie sur leur croyance. Mais, quelle religion se satisfait d'offrir un culte agréable à Dieu en organisant des exécutions de masse, en égorgeant une population innocente dont le seul péché est – bien que partageant la même foi - de se retrouver dans l'espace géostratégique du terroriste ? La foi dévoyée de ces preneurs d'otage et poseurs de bombes est une pathologie de la croyance. Mais, on ferait fausse route d'y voir une sorte de nihilisme ainsi que le pense A. Glucksmann (2002, p. 15). Cela est repris par A. Glucksmann dans la même année dans un entretien qu'il a accordé à Galia Ackerman et publié dans, *Politique internationale* : « les citoyens lucides et les démocrates doivent se préparer à affronter non plus un adversaire supposé absolu, mais une adversité redoutable et polymorphe, pas moins implacable. Je la nomme avec Dostoïevski « nihilisme » ». On ne peut pas les considérer comme des gens qui ne croient en rien bien au contraire, ils croient trop. Leurs croyances sont compactes, absolues, folles. Ils sont certes des assassins qui menacent la paix du monde mais ils ne peuvent pas être considérés comme de simples criminels sans foi ni loi. Les considérer comme tels reviendrait à reprendre les mêmes erreurs que celles qui furent faites à l'égard du régime nazi. Les nazis croyaient fortement à quelque chose de fou, la force de leur croyance était démentielle et c'est d'ailleurs cela qui assurait un succès à leurs entreprises. P. Burrin (2004, p. 57-58) nous rappelle ceci : « loin d'être un « nihilisme », comme aimaient à le présenter dès l'époque, des conservateurs déçus, [le nihilisme] incorporait un ensemble de valeurs qu'il tenait pour « positives » et qui orientait sa politique ».

C'est en s'appuyant sur ces valeurs que les nazis "développèrent une puissance qui leur permit de conquérir des peuples bien plus nombreux et de les utiliser pour construire des empires fondateurs de grandes cultures". Il en est de même des terroristes. Le danger qu'ils représentent ne vient pas de leurs croyances creuses, mais de l'hallucinante compacité de celles-ci. La bombe humaine qui se fait sauter, est incontestablement une criminelle, mais un pas incroyant. Un enfant gâté de pétrodollars qui s'ennuie dans son paradis et décide de rompre avec les siens en vue de devenir un criminel combattant pour sa religion, n'obéit à aucun penchant nihiliste mais à une foi

aussi outrancière que détraquée. La question qu'on est en droit de se poser est la suivante : comment peut-on riposter efficacement contre une menace aussi tenace sans être soi-même mobilisé par des convictions robustes ? Peut-on affronter *le mal radical* - pour reprendre Kant, sans revitaliser son engagement, sa détermination ? Peut-on déléguer l'essentiel de la lutte aux chars et nous complaire dans un déficit de détermination ? La force militaire et technologique n'est rien sans l'esprit qui doit l'organiser. Et, nous manquons d'énergie intérieure. Ce qu'il faut savoir est que la menace terroriste ne défie pas que notre artillerie technique et militaire mais elle ruine aussi et d'abord nos convictions communes, nos idées, nos concepts. Le danger terroriste exige de nous une mobilisation mentale, un engagement total pour des valeurs démocratiques.

La lutte contre le terrorisme ne peut se faire seulement avec la technologie militaire. Son objectif de « zéro mort » réclame de la volonté, de l'engagement, des convictions raffermies. Le relativisme né du dépérissement des convictions démocratiques est suicidaire pour l'activisme. G. Orwell repris par C. Lasch (1991, p. 75) notait, parlant du nazisme, qu'hormis ses aspects monstrueux, était « psychologiquement bien plus solide qu'aucune autre conception hédoniste de la vie ». La solution militaire, si elle n'est pas accompagnée de fermeté et de résolution court le risque inévitable d'être inopérante ainsi que l'ont montré les événements actuels. Divisés et sans engagement, les États seront irrémédiablement vulnérables face aux coups de boutoirs du terrorisme dont le dynamisme est saisissant. La nécessité de prise en compte des éléments immatériels comme l'engagement, l'énergie disponible en matière de mobilisation devient impérieuse. Les normes communes minimales et l'esprit civique ont été trop souvent négligés dans cette lutte que les États rationnels sont tous exposés à la menace terroriste. Sans risque de gonfler l'hyperbole, on peut dire que ces États ne souffrent pas du terrorisme, ils paient au prix fort les conséquences de leur impossibilité de se mobiliser autour des problèmes politiques. L'incapacité pour ces États de rassembler l'énergie requise pour faire face au terrorisme achève de ruiner leur capacité de résilience, et c'est cela qui les conduit à la capitulation.

L'absence d'esprit civique, d'« enveloppe communautaire » en vue de reprendre J.-M. Apostolidès (2003, p. 165), transforme rapidement l'État en une proie sans défense. Les aigres fureurs du terrorisme qui se lèvent sur le promontoire africain en sont autant de symptômes. L'existence d'un corps social mobilisé crée le sentiment d'appartenance, d'adhésion à une totalité qui dépasse tout, l'individu s'en trouve protégé. L'État mourrait si « le parti des incroyants y devient majoritaire » (P. Michel, 1994). Les enfermements religieux deviennent minoritaires. Même quand une foi particulière est vécue comme une identité refuge en tendant à se durcir en se clôturant, elle est désarmée face à l'enveloppe nationale. La foi peut se crispier, voire s'enfermer. Elle peut même cesser d'être disposée au dialogue mais elle restera moins dangereuse faute de s'être corporifiée. Des entités batailleuses et « meurtrières », pour parler comme A. Maalouf (2001, p. 7), peuvent proliférer mais leurs actions ne signifieront rien dans la marche de l'histoire humaine. Il est peu de dire aujourd'hui que nous sommes loin d'un tel état. Face à cela, il faut que le politique retrouve le « goût de l'avenir » (J.-C. Guillebaud, 2012, p.12) pour disloquer la forteresse terroriste où prévaut une mentalité d'assiégés et redonner à la dynamique du projet humain son vrai sens.

2. Le terrorisme et la structuration politique actuelle

On s'accorde aujourd'hui, sur le fait que l'histoire se fait dans le politique en tant que lieu de libération de l'homme où s'accomplissent la réunion, l'identification des différences singulières et de l'identité ou unité universelle. Cette uniformisation de ce genre de vie consacrée par l'État rationnel semble être la vérité achevée du politique. *A priori*, la négativité historique ne saurait remettre en cause le modèle d'un État à la fois fort et libéral au motif qu'elle relancerait l'histoire comme histoire politique universelle. Sans doute, favorisée par un tel contexte politique, l'émergence d'un sujet politique semble rabaisser l'idée de l'État rationnel - où s'épuise la politique et, avec elle, l'histoire -, à une rhétorique sur le bon régime politique national ou international. L'intrusion de nouveaux éléments s'est accélérée à un rythme tel que l'on ne peut s'empêcher de mettre en question l'institution politique elle-même. La question qu'on est en droit de se poser est de savoir si

l'intensification et la prolifération du terrorisme - problème politique - doivent avoir pour conséquence une révolution politique.

Nous avons maintes fois répété dans nos écrits antérieurs que l'histoire a fini par livrer son sens universel et cela culmine dans l'État rationnel saisi en son idée et réalisé pratiquement. Aujourd'hui, la question politique en sa forme traditionnelle, celle du bon régime semble pour l'essentiel, théoriquement réglée. Désormais, cette fin consacre la reconnaissance mutuelle universelle à travers laquelle l'homme s'accomplit en s'affirmant libre. Cette liberté fait que l'homme se satisfait pleinement et devrait arrêter sa quête historique de lui-même. Mais, cette satisfaction totale ne signifie pas l'arrêt de l'action sur soi libératrice et son renversement dans le repos déshumanisant de l'être. Elle consacre même une plus grande activité de l'homme parce que désormais chez soi. Des exutoires peuvent être ménagés aux individus qui ne sont pas réconciliés avec eux-mêmes dans cette exigence mégalthymique devenue pourtant libératrice. Les actions de ces individus ne peuvent pas produire des événements mais des avènements, de simples coups explosant simplement en surface sans toucher la structure fondamentale déjà atteinte : l'État rationnel.

Il peut être en proie à des vicissitudes mais celles-ci ne peuvent pas créer des institutions nouvelles et fondamentales capables d'influencer le genre humain. Des soubresauts telluriques ponctueront certes le cours des États nationaux mais leur fin n'ébranlera pas significativement la structure fondamentale de l'organisation politique de l'État rationnel. Concomitamment, l'amplification de la menace terroriste ne saurait varier qualitativement, même si elle le complique, leur traitement optimal par des États rationnels. Même si ces problèmes politiques sont liés aux variations de la subjectivité civique ou aux bouleversements de l'histoire objective du monde, l'État rationnel est le lieu de leur traitement en tant que chevalier de l'universel qui dépasse ces problèmes très radicaux et vitaux en leur nouveauté. L'alchimie humaine continuera d'exciter le réveil de l'histoire humaine à une échelle dépassant parfois le niveau humain mais, cette pause passera : les Cieux et la terre passeront. Le terrorisme peut varier en nature et en degré dans sa

détermination mais son traitement semble ne pouvoir relever que de l'instance politique réelle : l'État.

L'État se considère comme la seule entité capable de se charger de ce problème. À travers cet exercice accru de sa responsabilité, il réalise la vérité du politique. Il doit se conserver fort dans la réalisation de ce sens vrai déjà clairement fixé en ne perdant pas de vue sa tâche réconciliatrice. Les problèmes politiques assassins ont beau aiguïser leur tranchant, ils n'imposent aucun changement de la réaction politique. Pas plus que l'emballlement des problèmes ordinaires de la politique n'impose aucune mutation de celle-ci, non seulement en son sens connu mais aussi en son activité usuelle. Les ressorts du politique en son agent fondamental comme en sa forme, ne changent pas. Cela ne veut pas dire qu'une activité nouvelle, extra-politique en son objet, ne peut plus s'ouvrir aux États. Le terrorisme pose aujourd'hui un problème d'un ordre tout différent dont la nature post-historique s'impose avec une telle urgence à l'humanité que son traitement qui devient problématique semble échapper à toutes les catégories. Quiconque pense à la réplique appropriée pour venir à bout du terrorisme, s'interroge sur le type de politique qu'il faut pratiquer, c'est-à-dire sur l'engagement au sens laïc du terme.

Il ne s'agit pas ici d'un engagement transformateur du monde mais de celui qui refuse d'abandonner la vie dans la main des méchants. L'engagement vise ici, la dose minimale de détermination dont l'individu a besoin pour se maintenir en vie, pour vivre dans la paix et la concorde sociale. Le citoyen doit se sentir coresponsable de la construction de cette vie qu'il convient d'arracher aux fatalités assassines. Il ne s'agit pas à proprement parler de l'engagement politique qui, lui, vise à transformer le monde ainsi que l'a énoncé D. Bensaïd (2004, p. 26) : « si ce monde n'est pas acceptable, il faut entreprendre de le changer ». Il s'agit d'une détermination à vivre vaille que vaille contre les processus prisonniers et criminels. Il s'agit simplement de ne pas renoncer à l'Histoire. Le caractère problématique de l'engagement qui a accompagné jusque-là la lutte contre le terrorisme exige de repenser cet engagement en prenant garde d'absolutiser la croyance qui le fonde. L'inaction de la « belle âme » qui attend le politique avant de consentir à l'action est capitulard. C'est

pourquoi, le politique réclame un accompagnement citoyen qui facilite la lutte et aide à en porter le poids. Il n'est pas question de se demander jusqu'où il portera le poids, une révolution de l'engagement politique suffira.

3. Le terrorisme et la révolution de l'engagement politique

Ces derniers temps, une intériorité passionnelle s'est manifestée avec plus d'acuité, rapportant tout à sa seule absoluité, voit dans l'État une altérité menaçante. Cette absolutisation d'un idéal autre que l'idéal principal de l'État rationnel suscite dans celle-ci la haine coléreuse de celui-ci, et sa colère en acte, c'est l'ivresse assassine. Le terrorisme est « un crime passionnel » (E. Chartier, 1988, p. 114). C'est donc la passion abritant potentiellement la haine de l'État rationnel qui se développe dans le terrorisme en utilisant les circonstances de l'extermination : « la vraie cause de la haine, c'est la haine... la haine, elle s'accroît de son propre mouvement » (E. Chartier, 1988, p. 26). Le terrorisme égorgueur procède alors d'une conversion de la conscience, d'un arrachement de l'âme à son mouvement naturel, dans la libre actualisation de la liberté jugeant toutes choses en se référant à ses seuls référents fondateurs. Voilà pourquoi le terrorisme, en tant que mouvement affectif de la conscience, ne peut qu'être affirmé de façon passionnelle, c'est-à-dire dans une simple auto-négation de la passion tueuse, sous la forme d'une guerre faite à l'État rationnel constitué et institué à travers le droit et la loi. C'est justement ce qui inquiète car il cherche à remettre en cause la vérité achevée du politique, c'est-à-dire le sens universel de l'histoire humaine.

Quoi qu'il en soit de l'irruption du terrorisme, au sein de l'histoire universelle alors ébranlée par un tel acteur doté d'une puissance incommensurable, il ne nous apparaît pas comme pouvant remettre en cause le sens de cette histoire. Assurément, le caractère massif de la foudre exterminatrice opérant dans une société de droit impose une réponse elle-même totale des hommes agissant à travers leur pouvoir le plus fort, qui est celui de l'État, pour défendre une cause qui les rabaisse et qui est prioritaire entre toutes et pour tous puisqu'elle concerne l'humaine survie de l'humain. Il convient que l'État se renforce en intensifiant son action à la mesure de l'objectif qui conditionne la subsistance de tout ce qui est humain et que, à

travers le maintien de la structuration socio-politique actuelle, il met en œuvre cette structure pour remplir une tâche plus élémentaire, visant à conserver le rapport humain de l'homme à l'homme.

Aujourd'hui, le terrorisme est apparu et s'augmente aux problèmes humains, par son sens, absolument nouveau, mais dont l'économie extensive ou intensive menace la subsistance même des États rationnels existants et, par conséquent, de la pratique politique habituelle de leurs citoyens. Le terrorisme constitue ainsi un risque vital pour les États rationnels. Cette négation en cours de la part du fanatisme-terrorisant, à travers des installations trans et intra-nationales, de l'État rationnel inquiète radicalement aussi bien la pensée que l'action politique. Face à la ponctualité exterminatrice de ce mal, la préparation d'une réaction efficace susceptible de mettre en jeu des principes fondamentalement juridiques inclus dans le contrat national, mais aussi des engagements moraux ou spirituels, exige du citoyen, qu'il mobilise en lui, en tant que citoyen, la totalité de l'homme qu'il est. L'engagement proprement politique est ainsi révolutionné. La lutte contre le terrorisme n'est donc pas sur le seul champ militaire ou policier, il est aussi sur le champ de l'engagement individuel ou collectif. C'est la révolution de l'engagement qui permet de mieux accéder à la compréhension et à l'explication de la réalité complexe du terrorisme, parce qu'il permet, en le démarquant, de mieux lutter contre lui. Dans l'appropriation de la rationalité propre au comportement terroriste « nous devons mieux [les] comprendre pour mieux devenir vigilants à l'égard de nous-mêmes » (E. Morin, 1994, p. 9). Ce faisant la totalité du réel que le terroriste frappe de la plus effroyable des manières est préparée pour faire face à sa terreur. L'engagement augmente donc la capacité de résilience du citoyen engagé pour la seule chose qui vaille : la préservation de sa vie.

Affronter la puissance incommensurable du terrorisme est l'objectif politique prioritaire car la puissance humaine de riposte n'est pleinement réelle que dans les États-nations. Ceux-ci doivent répondre au danger commun, qui rassemble objectivement l'humanité, par la mise en commun, subjectivement résolue, de leurs moyens par une collaboration renforcée de leurs citoyens. C'est ce qu'il faut s'efforcer de faire dans le cadre maintenu du

politique engageant ainsi à l'intérieur de celui-ci une pratique politique collective renouvelée. Dans l'affrontement radical des conditions de sa survie, l'exercice de la responsabilité civique requiert l'intervention de tout l'homme surtout qu'il s'agit de la relation plus basique de l'humanité à elle-même, à son maintien. Il ne peut en être autrement car il y va de la condition humaine prise en toute sa complexité, matérielle et spirituelle. C'est pourquoi, la décision attendue du politique doit se préparer dans la rencontre de toutes les dimensions et de tous les ressorts intellectuels de l'homme. En faisant ainsi s'exprimer en lui l'homme entier, le citoyen engage son être plénier dans la riposte contre ce problème. Il n'y a pas d'issue favorable pour un mal combattu avec la force et la détermination de l'humanité.

L'imposition politique de l'éradication du terrorisme pour la préservation de la vie oblige les hommes présents à s'engager pour eux-mêmes et pour les hommes à venir, et par là, à réaliser concrètement l'idéal abstrait de l'homme universel et de ses droits comme humanité trans-générationnelle sans cesse déjà là. Le terrorisme est hors norme et exige de mobiliser l'humanité tout entière seule détentrice du pouvoir absolu universel. Le renouvellement de l'engagement politique – pour lutter contre le terrorisme - rendu possible par l'affirmation d'une humanité universelle est bien une belle idée mais l'exigence de sa réalisation oblige d'aller au-delà d'une telle affirmation pour ne pas faire nier sa vraie réalisation. Car, une humanité trans-générationnelle, en sa totalité, n'existe pas physiquement et ne peut, en son statut métaphysique s'auto-réaliser. C'est l'État qui a la puissance physique de se conserver et de faire exister tout ce qui déborde le champ de l'esprit pour investir le domaine du métaphysique.

4. Terrorisme, État et engagement politique

Dans le paragraphe précédent, nous avons montré que c'est la passion du crime qui mobilise le terroriste qui frappe la totalité du réel de la plus effroyable des manières. Face à cette ivresse assassine, il faut compléter la riposte sur le champ policier par l'engagement du citoyen. Cet engagement, pour être efficace, doit se subsumer en réalisant l'idéal concret de l'homme en lui-même. Cet idéal par trop métaphysique doit être porté par l'État qui sait faire être tout ce qui n'est pas là. L'homme ne peut donc s'exprimer dans le

citoyen que par la puissance entremetteuse de l'État. Car c'est par celui-ci que la totale expression humaine se réalise d'autant que l'homme est la raison d'être du citoyen et le citoyen, l'être, le se-faire-être de l'homme. Or, la réalité charnelle de l'État, son être concret, c'est la réalité naturalisée de la nation, dans la vie une, de laquelle le citoyen puise la puissance de son engagement politique. L'État est donc l'élément et l'agent de l'engagement politique. C'est donc par la conjonction de l'affirmation de la totalité de l'humanité et de la totalité de la nation que la pratique politique engagée contre le terrorisme pourra être bien stimulée, vivifiée.

Le problème du terrorisme, très complexe dans sa détermination, pour ne rien dire de la solution militaire, semble échapper au pouvoir de traitement par l'instance politique réelle, nationale. D'ailleurs, la solution d'élever le citoyen au rang d'homme universel pour mieux vivifier cette lutte prend en compte le caractère universel de cette lutte : elle concerne tout l'homme, tout État et dépasse ainsi sa dimension seulement politique. La seule compétence de l'État ainsi que l'engagement de ses citoyens doivent être supplées par la même détermination des organisations non gouvernementales et d'autres États. Le traitement politique efficace de ce problème radical en sa nouveauté exige donc une implication universelle de ces instances. Mais, l'urgence de ce traitement désigne toujours l'État national comme le lieu politique de son examen total et de la décision à prendre à son sujet. L'État national est l'axe radiant qui, à travers la libre discussion des engagements alors réunis par ses soins, tranche. La conjonction des déterminations exigée par le sens universel du problème terroriste rabaisse les barrières dans cette lutte et fait du terrorisme un problème de tous. C'est donc la communauté humaine une, résolument engagée qui lutte contre la terrifiante compacité des croyances absolues, durcies jusqu'à la déraison.

Ce qui peut justifier cette unité des engagements, ce n'est pas une unité au motif que celle-ci donne de la puissance, une puissance que les États individuellement pris, n'ont pas, et dont l'obtention, non assurée, exigerait des sacrifices réels peut-être dissuasifs dans cette perspective de puissance. C'est que cette unité soit une unité proprement engagée dont le contenu mériterait

et exigerait les sacrifices à faire pour le triomphe de sa cause, une valeur et une norme stimulant les citoyens de ces États, comme citoyens – ce qui est relatif – mais comme hommes, ce qui est absolu. Un tel objectif idéal définit les hommes dans ce qu'ils ont de meilleur, et cela, de manière spécifique, en sorte qu'assumer un tel objectif serait la vocation humaine profonde d'une politique combattant le terrorisme. Un tel objectif fondamental hisse l'homme comme une valeur ou une norme, au-dessus de ce qu'il est : on est déjà là, dans la tendance, habitude, disposition, ce qu'on doit être. G. Thibon (1975, p. 79) rappelant la nécessité pour l'homme de parier sur sa propre chance d'exister en tant qu'homme dit ceci : « tous les êtres sont ce qu'ils sont, seul l'homme devient ce qu'il est. Il doit conquérir son essence ». Or, cette essence, c'est celle que nous a déjà livrée la vérité achevée du politique : l'État qui manifeste sa force politique par le libéralisme social. C'est cette forme d'État que le terrorisme nie en s'éclatant dans les mesures d'exception.

Cette reconquête de l'essence de l'homme appelle, en fait, un projet d'hominisation auquel le citoyen doit adhérer activement par l'apprentissage éducatif. L'homme est certes, subjectivement ce qu'il est mais il doit être culturellement construit dans le mépris du terrorisme pour retrouver son essence qui pourra être transmise de génération en génération. Ce faisant, l'homme tendra sans cesse vers son essence. Il sera, en tant qu'homme, rivé à cette nécessité. L'être humain a ceci de grand qu'il se choisit d'être ce qu'il est. Tous les hommes doivent être ce qu'ils doivent être : des êtres qui tiennent naturellement la terre en horreur. En joignant ainsi l'être et le devoir-être, nous faisons glisser la lutte contre le terrorisme dans une anthropologie pragmatique. La lutte contre le terrorisme devient universelle en l'homme. Elle devient tout simplement humaine. Elle est inscrite désormais dans la nature humaine comme la mort. Le mépris du terrorisme devient constitutif de cette nature humaine.

À ce niveau de la réflexion, la question qu'il convient de se poser est de savoir : quelle chance a le terrorisme de prospérer quand la disposition de la nature humaine est de le combattre ? Nous connaissons déjà la réponse à cette question. Le niveau objectif commandant la lutte serait l'humain.

L'universalisme humaniste en niant le mal terroriste, non comme une simple pratique criminelle mais comme une contre-valeur, exigerait que l'existence s'emploie à le combattre sans cesse. Ce ne sont plus les liens entre les citoyens, entre les États qui contraindront à un engagement intensifié contre la pratique terroriste mais l'humain en l'homme. Mais, la force conservée des États rationnels les désigne toujours, comme les seuls agents effectifs de l'engagement humain en l'homme, en tant qu'ils sont seuls capables de puiser la force dans l'énergie civique de leurs hommes coopérant, en leurs volontés singulières, au sein de la volonté générale résolument mobilisée contre tout enfermement idéologique. La maîtrise politique du terrorisme exige, comme nous l'avons déjà dit, la collaboration maximale des autres États, mais libérée de la préoccupation essentielle de faire porter cette lutte par un État mondial, et de la sorte, tout entier disponible pour capter la détermination de ses sujets. Étant assurée de sa base, l'activité politique pourra se concentrer sur le traitement du mal radical devenu agent négateur qui fragilise la substance de l'humanité.

Parallélisme des formes oblige, il faut opposer au terrorisme l'humanité, car, il faut le savoir, il cherche à rompre avec une humanité qui, selon lui, n'est pas ce qu'elle doit être, mais qui pour nous, est vraiment elle-même, dans son essence divine ou humaine. La riposte que nous lui opposons est sans doute restauratrice, bonne, car pleinement humaine. La conscience la plus commune de l'humanité contredit absolument la conscience terroriste qui vit sa conscience dans la négativité, dans la différence. La différence à soi étant ici sans identité, la conscience terroriste est alors dépourvue de raison. Grande leçon de Hegel : la raison est l'identité de l'identité et de la différence. Le terrorisme peut s'enivrer de sa puissance négatrice mais l'humanité en l'homme ne doit qu'affirmer son pouvoir absolu face à cette ivresse assassine sanctifiée, qui n'est que la violence arbitraire exercée par les privilégiés contre l'État, le peuple et à laquelle le volontarisme révolutionnaire doit opposer sa violence. Une riposte citoyenne et humaine repose sur le conditionnement en profondeur des citoyens. Cela suppose que le citoyen est travaillé patiemment dans la prise en compte des bonnes manières d'agir et dans le mépris radical de la foudre exterminatrice.

Conclusion

Nous avons montré que c'est la passion du crime qui mobilise le terroriste qui frappe la totalité du réel de la plus effroyable des manières et que, face à cette ivresse assassine, il faut compléter la riposte sur le champ policier par l'engagement total du citoyen. L'engagement, pour être efficace, doit se subsumer en réalisant l'idéal concret de l'homme en lui-même. L'urgence de la riposte exige un accompagnement citoyen qui facilite la lutte et aide le politique à en porter le poids. Pour ce faire, une révolution de l'engagement politique s'impose. La réalisation du renouvellement de l'engagement politique pour lutter contre le terrorisme rendu possible par l'affirmation d'une humanité universelle n'est possible que par l'État. L'homme ne peut donc s'exprimer dans le citoyen que par la puissance entremetteuse de l'État. L'État, en tant qu'élément et agent de l'engagement politique, enjoint l'affirmation de la totalité de l'humanité et de la totalité de la nation pour vivifier son engagement contre le terrorisme.

Le traitement politique efficace de ce problème radical en sa nouveauté exige une implication universelle des autres États. Mais, l'urgence de ce traitement désigne toujours l'État national comme le lieu politique de son examen total et de la décision à prendre à son sujet. Cette unité des engagements est en réalité une unité proprement engagée dont le contenu mérite et exige les sacrifices à faire pour le triomphe de la cause, une valeur et une norme stimulant les citoyens de ces États, comme citoyens, comme hommes. Un tel objectif détermine la disposition morale de l'homme qui sera ce qu'il est mais qui doit être ce qu'il doit être de sorte qu'il s'incorpore le mépris du terrorisme. Ce mépris sera désormais inscrit dans la nature humaine, il sera constitutif de son humanité. Ce faisant, nous n'allons plus « déléguer aux machines le fardeau du sacrifice et du courage » (J.-C. Guillebaud, 2005), encore moins à la détermination des citoyens, des États, l'essentiel de la lutte contre le terrorisme, mais à l'engagement intensifié de l'humain en l'homme.

Références bibliographiques

ALAIN (CHARTIER Émile-Auguste), 2017, *Mars ou la guerre jugée/De quelques-unes des causes réelles de la guerre entre nations civilisées*, Paris, Gallimard.

APOSTOLIDES Jean-Marie, 2003, *Héroïsme et Victimisation. Une histoire de la sensibilité*, Paris, Exils.

BENSAÏD Daniel, 2004, *Une lente impatience*, Paris, Stock.

BOURGEOIS Bernard, 1998, *Sur l'histoire ou la politique*, Paris, Vrin.

BURRIN Philippe, 2004, *Ressentiment et Apocalypse. Essai sur l'antisémitisme nazi*, Paris, Seuil.

GLUCKSMANN André, 2002, *Dostoïevski à Manhattan*, Paris, Robert Laffont.

GLUCKSMANN André, 2002, « Nihilisme ou civilisation ? », in Entretien avec Galia Ackerman, *Politique internationale*, n°97, pp. 153-168.

GUILLEBAUD Jean-Claude, 2005, *La force de conviction*, Paris, Seuil.

GUILLEBAUD Jean-Claude, 2012, *Le goût de l'avenir*, Paris, Seuil.

HASSNER Pierre, 2002, « La signification du 11 septembre. Divagation politico-philosophique sur l'évènement », in *Esprit*, p. 153-169.

KANT Emmanuel, 2001, *Sur le mal radical dans la nature humaine*, Éditions bilingues, Rue d'Ulm-Presses de l'École normale supérieure.

LASCH Christopher, 1991, *Le Seul et Vrai Paradis. Une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*, Paris, Climats.

MAALOUF Amin, 2001, *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset.

MICHEL Patrick, 1994, *Politique et Religion. La grande mutation*, Paris, Albin Michel.

MORIN Egard, 1994, *Autocritique*, Paris, Seuil.

THIBON Gustave, 1975, *L'Échelle de Jacob*, Paris, Fayard.